

INFOS Hebdo

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN

MONDE

François HOLLANDE critique l'immobilisme de l'ONU sur le dossier syrien. « *L'ONU est incapable d'empêcher la guerre, les exactions ou les atteintes aux droits des peuples* » a dit le Président français devant l'Assemblée générale de l'ONU. « *Comment admettre cette paralysie ? Sans attendre, je demande que les Nations unies accordent dès maintenant au peuple syrien toute l'aide, tout le soutien qu'il demande, et notamment que soient protégées les zones libérées, et que soit assurée une aide humanitaire pour les réfugiés* ».

Mali. « *Il n'y pas de temps à perdre* », a dit le Président français, qui espère un « tournant » pour permettre une intervention militaire et qui ajoute « *il faut que le Mali retrouve l'intégrité de son territoire* ». « *La nécessité de libérer nos otages ne doit pas passer par un renoncement à assurer l'intégrité du Mali* », a-t-il dit lors d'une conférence de presse à New York.

« **Fixer une ligne rouge claire** » seule manière d'empêcher de façon pacifique. L'Iran de se doter de l'arme nucléaire selon le Premier ministre israélien. « *Cette ligne est placée avant que l'Iran n'en soit qu'à quelques mois ou quelques semaines d'avoir amassé suffisamment d'uranium enrichi pour fabriquer une arme nucléaire* », a commenté Benjamin NETANYAHU. Barack OBAMA et Benjamin NETANYAHU souhaitent tous les deux empêcher l'Iran de se doter de l'armée nucléaire, a indiqué la Maison blanche peu après le discours du Premier ministre israélien. Les États-Unis feront « *ce qu'ils doivent faire* », a déclaré Barack OBAMA à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies.

Iran. Le Président français, qui a déclaré qu'il fallait aller « *jusqu'au bout* », a appelé à nouvelles sanctions pour convaincre l'Iran de renoncer à des activités nucléaires à visée militaire. Il a également dénoncé l'attitude de l'Iran dans la crise syrienne : « *Il est clair que nous avons tous les éléments de preuve que l'Iran intervient par des moyens humains et matériels en Syrie et c'est inacceptable* ».

François HOLLANDE a renouvelé son appel à généraliser une taxe sur les transactions financières pour financer l'aide au développement et la lutte contre les fléaux sanitaires. Il a plaidé pour la dépénalisation de l'homosexualité au niveau mondial et promis un texte autorisant en France le mariage aux personnes de même sexe pour 2013.

Entretien Chine-Japon en marge de l'ONU. Le ministre japonais des Affaires étrangères, KOICHIRO GEMBA, s'est entretenu avec son homologue chinois, YANG JIECHI. La Chine a déclaré que les îles dont elle revendique la propriété avec le Japon faisaient partie de son « *territoire sacré* ». KOICHIRO GEMBA a appelé la Chine à faire preuve de retenue à propos de ce différend territorial qui a déclenché une vague de manifestations violentes anti-japonaises en Chine. Ils se sont mis d'accord pour continuer les discussions...

Israël pourrait se retirer unilatéralement de la plus grande partie de la Cisjordanie. Déclaration du ministre israélien de la Défense, Ehud BARAK qui précise dans les colonnes du quotidien pro-gouvernemental Israël HAYOM : « *Il serait préférable de conclure un accord avec les Palestiniens, mais si cela ne marche pas, des actions concrètes devront être prises en vue d'un début de désengagement* ». Les colonies les plus importantes, qui accueillent la plupart des 350.000 colons présents en Cisjordanie, resteraient sous le contrôle d'Israël. Le vice-Premier ministre israélien, Dan MERIDOR, a rejeté tout retrait de Cisjordanie. Le Premier ministre, Benjamin NETANYAHU, affirme qu'Israël est prêt à faire des « *compromis douloureux* », comme l'abandon de terres bibliques aux yeux des juifs, pour obtenir la paix avec les Palestiniens. Le chef du gouvernement israélien exclut toutefois tout retour aux frontières de 1967.

Le producteur de « l'Innocence des musulmans » emprisonné aux États-Unis. Nakoula BASSELEY NAKOULA, le producteur présumé du film islamophobe dont la diffusion d'extraits sur Internet a provoqué des violences dans le monde entier, a été arrêté à Los Angeles. Il était soumis à un régime de probation pour une affaire antérieure d'escroquerie bancaire. Il n'avait pas le droit de se servir de pseudonymes. Pour le film dont il est le producteur, il a utilisé le pseudonyme de « Sam Bacile ».

EUROPE

Vendre les titres de noblesse de l'Autriche...

Ulrich Habsburg-Lothringen, conseiller municipal écologiste de Wolfsberg, et descendant de l'impératrice Marie-Thérèse, qui revendique le titre d'archiduc, veut trouver de l'argent pour l'État. Il propose de vendre les titres. 5.000 euros pour une simple particule, 100.000 pour un titre de prince... En 1919, l'Autriche a aboli la noblesse, ainsi que tous les titres et privilèges auxquels elle donnait accès. Le 100^e anniversaire de la République, en 2018, serait pour lui l'occasion de modifier la Constitution. « *Discussions grotesques* » dit la responsable du parti des verts-écologistes.

AFRIQUE, AMÉRIQUES & ASIE

Il s'appelle « le Liaoning ». C'est le premier porte-avions chinois... Il porte le nom d'une province du nord-est de la Chine et a été construit à partir d'une coque fabriquée en ex-URSS. Pékin a annoncé la mise officielle au service actif de son premier porte-avions, dans un contexte de fortes tensions territoriales avec le Japon en mer de Chine orientale.

Inde : la mousson oblige des déplacements par million. Des pluies incessantes ont provoqué la crue du fleuve Brahmapoutre et de ses affluents, causant des inondations qui ont submergé au moins 2.200 villages et dévasté les cultures ces derniers jours dans l'Assam, un État frontalier du Bangladesh. En dépit du mauvais temps, des hélicoptères ont effectué entre huit et dix rotations pour lâcher à chaque vol jusqu'à 1,5 tonne de vivres, médicaments et matériel de secours aux populations chassées.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

HOLLANDE au Roseland. Extrait du discours du Président de la République devant la Communauté française de New York. « *Je suis aussi devant vous pour vous féliciter, vous encourager, vous soutenir si c'est possible par rapport à toutes vos activités que vous menez ici à New York. C'est une communauté importante, l'une des plus nombreuses des français de l'étranger -- à peu près 50.000 inscrits au Consulat et en réalité environ 300.000 français présents, l'équivalent d'un département, un peu plus que la Corrèze, c'est dire si ce que vous représentez est significatif ! La meilleure preuve, c'est qu'il a été décidé de procéder à un nouveau mode de scrutin pour les élections législatives et que vous avez maintenant une députée qui vous représente. (...) C'est vrai que vous représentez ce que l'on appelle « l'élite » de ce qu'est la communauté française à l'étranger, en tous cas on vous regarde comme cela. Ça ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des situations sociales très différentes, qu'il n'y ait pas des disparités, mais vous êtes regardés à l'image de ce qu'est cette grande ville de New York. Vous avez donc un rôle particulier à jouer dans ce moment où la crise est sévère en Europe et où elle l'est aussi aux États-Unis.*

Violentes manifestations à Madrid entre des milliers de manifestants du mouvement des Indignés et des policiers faisant usage de balles en caoutchouc aux abords du Congrès des Députés. Bénéficiant d'un plan d'aide européen pour ses banques, le gouvernement conservateur a adopté depuis décembre des mesures d'austérité qui ont provoqué un profond mécontentement. « *Toute une série de mesures ont été adoptées par décret, sans qu'elles ne passent par les députés* ».

OGM : le géant dit non. La Russie a suspendu l'importation de maïs génétiquement modifiés commercialisés par le géant américain de l'agroalimentaire Monsanto après la publication d'une étude américaine choc sur la toxicité de l'un d'eux.

Madonna vote OBAMA. Lors d'un concert à Washington, Madonna a tenu à soutenir Barack OBAMA une fois de plus. Dans un long discours, dans lequel elle a invoqué l'héritage d'Abraham LINCOLN et de Martin Luther KING, Madonna : « *Nous avons un musulman noir à la Maison-Blanche. C'est quand même extraordinaire. Ça veut dire qu'il y a de l'espoir dans ce pays* ». Plus d'1 électeur républicain sur 3 et 17% des Américains pensent que Barack OBAMA est musulman, soit 18 points de plus qu'en 2008, selon le centre de recherche Pew. Mais il est chrétien.

(...) Donc nous avons à mener un combat, un combat commun au-delà de nos sensibilités : redresser notre pays, faire que nous puissions nous désendetter et en même temps, nous préparer le mieux possible à la compétition qui est engagée. Faire que nous puissions réduire nos déficits et en même temps créer autant d'emplois possibles alors que le taux de chômage atteint aujourd'hui 10 % de la population active.

Vous me direz, vous, ici, vous êtes moins concernés que d'autres. Non, nous sommes solidaires d'abord parce que nous sommes français et que nous portons les mêmes espérances pour notre pays où que nous soyons, que nous soyons dans l'Hexagone, que nous soyons en outre-mer ou que nous soyons français, ici, établis à l'étranger. »

L'intégralité du discours :

<http://www.elysee.fr/president/les-actualites/conferences-de-presse/2012/allocution-de-m-le-president-de-la-republique.13984.html>

La Maison des Français de l'Étranger lance sa 4^e enquête sur l'expatriation des Français. <http://www.enquete.mfe.org/>

POLITIQUE INTÉRIEURE

AYRAULT à la télé. Le Premier ministre est intervenu pour aborder les différents points sur lesquels le gouvernement est mis en difficulté. À la veille de la présentation du budget pour 2013, dont les grandes lignes sont connues, Jean-Marc AYRAULT a exclu toute hausse de la TVA ou de la CSG l'an prochain. Questionné sur les efforts demandés aux contribuables, il a fait valoir que « *9 Français sur 10 ne sont pas concernés* » par les nouvelles mesures fiscales. Quant à la compétitivité des entreprises, il a souligné que le coût du travail « *n'est qu'une partie du problème* ».

Cécile DUFLOT : j'y suis j'y reste... Malgré l'opposition de son parti au traité européen sur la stabilité financière, la ministre restera au gouvernement. « *La question de la participation de Mme DUFLOT et de M. CANFIN ne se pose pas* », a-t-on déclaré à Matignon. « *Ils font pleinement honneur au gouvernement* ». Daniel COHN-BENDIT, figure du parti écologiste, a annoncé lui « *sa rupture* » avec Europe-Écologie-Les Verts, du fait de son opposition au traité.

Le « oui » des deux grands partis. Le bureau national du Parti socialiste a adopté à l'« *unanimité* » des présents une position commune appelant à la ratification, entre autres, du traité budgétaire européen. Annonce d'Harlem DÉsir devant la presse à l'issue de la réunion. Il explique : c'est « *une décision d'appui à la politique européenne du président de la République* ». Pour François FILLON : « *le traité étant absolument identique, à la virgule près, à celui négocié par Nicolas SARKOZY, nous le voterons sans hésiter* ».

Des capitaux qataris pour les zones françaises paupérisées. Le ministre du Redressement productif Arnaud MONTEBOURG, a approuvé la semaine dernière la création d'un fonds de 100 millions d'euros. L'État français prendra une participation dans ce fonds, mais le Qatar y resterait majoritaire. Cette structure ne sera pas destinée aux seules banlieues mais aussi aux zones rurales paupérisées. Pierre MOSCOVICI est favorable à ce que le Qatar, allié privilégié de Paris dans le monde arabe, joue un rôle d'investisseur stratégique dans l'économie française.

L'islam a « toute sa place en France » et doit « *s'organiser* » pour discuter avec l'État, notamment de son financement. Déclaration du ministre de l'Intérieur, Manuel VALLS, à l'occasion de l'inauguration de la Grande mosquée de Strasbourg. « *Car l'islam de France, c'est aussi la France* », a-t-il assuré. Affirmant que « *les musulmans de France ont droit à des lieux de culte dignes* », le ministre a pointé la nécessité de « *trouver les modes permettant de financer leur construction dans le cadre de la loi 1905* ».

François FILLON veut rassembler. Autour d'un « *effort de redressement national* ». Abrogation des lois sur les 35 heures, refonte complète du mode de calcul des charges sociales et mise en place de 3 « *règles d'or* » de l'État pour limiter les dépenses. Sur le plan européen, François FILLON plaide pour que la zone euro soit dotée d'un véritable gouvernement économique. Il veut renforcer la politique sécuritaire : construction de 80.000 nouvelles places de prison et définition de nouvelles « *règles* » en matière d'immigration. Il a aussi réaffirmé son opposition totale au droit de vote des étrangers non communautaires. L'ancien Premier ministre qui « *récuse tous les débats sur la droitisation ou la centralisation de l'UMP* » veut élargir la base militante, décentraliser les pouvoirs aux fédérations et « *faire de la carte d'adhérent un porte-voix et un bulletin de vote permanent* ».

Le retour de la droite décomplexée. Jean-François COPÉ publie un « *manifeste de la droite décomplexée* », dont le Figaro magazine publie des extraits. Il y dénonce notamment le « *développement d'un racisme anti-blanc* » dans certains quartiers difficiles, de la part « *d'individus – dont certains ont la nationalité française– qui méprisent des Français qualifiés de « gaulois » au prétexte qu'ils n'ont pas la même religion, la même couleur de peau ou les mêmes origines qu'eux* ». « *Nous devons le dénoncer* ».

Le COPÉ/Coller. Jeu de mot de la présidente du Front national. L'expression « *racisme anti-blanc* » est un point du programme du parti d'extrême-droite depuis de nombreuses années, rappelle Marine LE PEN.

BORLOO et BAYROU se rapprochent. Jean-Louis BORLOO accepte la proposition de François BAYROU de travailler à l'unité du centre dans son nouveau parti, l'Union des démocrates et indépendants. Tout en jugeant non négociable l'alliance avec la droite républicaine. Jean-Louis BORLOO, qui préside le groupe de cette toute nouvelle formation à l'Assemblée nationale, a répondu à la main tendue de François BAYROU en expliquant que son parti était ouvert à tous ceux qui acceptaient sa « *ligne politique claire* » de « *coalition du centre et de la droite républicaine* ».

Sondage. Les inquiétudes des Français en matière de pouvoir d'achat progressent de façon importante, montre un sondage ViaVoice. 53% anticipent une dégradation de leur pouvoir d'achat au cours des 3 prochains mois, une hausse de 7 points en 1 mois et de 17 points depuis mai, selon cette enquête réalisée pour BPCE, Les Echos et France Info. Les inquiétudes progressent en particulier pour deux postes de dépenses, la fiscalité, citée par 37% des personnes interrogées, et le prix du gaz, par 25% (+6).

PARLEMENT

« **Duel décalé** », en marge des journées parlementaires UMP. Concorde pendant la journée consacrée à un débat. Il était dirigé par Jean-Claude GAUDIN et Christian JACOB, et portait sur des études de l'Ifop relatives au comportement des citoyens face à la politique, l'économie, le social, et sur le bilan du gouvernement par les électeurs. Politique interne en revanche, par presse interposée et à l'occasion d'une rencontre avec les militants de Marcq-en-Baroeul. François FILLON a souligné que la question de l'immigration devait être « *désormais posée froidement, sans tabou, sans excès de langage, ni dans un sens ni dans un autre* ». Réponse de Jean-François COPÉ sous les applaudissements : « *Il est des réalités qu'on ne doit pas nier si on veut les combattre. (...) Il est des endroits dans notre pays où il ne fait pas bon être une femme, où il ne fait pas bon être de couleur blanche* ». Dans une autre attaque contre l'ancien Premier ministre, qui s'est dissocié de la stratégie électorale du « *ni Front national-ni Front républicain* », Jean-François COPÉ a réaffirmé qu'il n'appellerait « *jamais à voter pour des socialistes qui sont alliés avec l'extrême gauche de Jean-Luc MÉLENCHON* ». « *Moi, je n'ai jamais voté socialiste et je ne voterai pas pour le Front-national* » précise François FILLON qui ajoute sous les acclamations : « *je n'ai aucun adversaire à l'intérieur de ma formation politique* », répétant vouloir conduire « *un rassemblement très large des Français autour d'un projet de redressement national* ». L'élection à la présidence de l'UMP aura lieu le 18 novembre.

ÉCONOMIE & DÉFENSE

3 millions de chômeurs en France. Le seuil symbolique a été dépassé au cours du mois d'août, en prenant en compte la seule catégorie A (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi), soit une définition restrictive. En élargissant le spectre, le nombre de chômeurs atteint près de 4,8 millions.

Le drone envahit le marché civil... avec des applications illimitées : surveillance des incendies de forêts, mesure de la radioactivité, détection de la pollution marine... Le secteur des drones connaît la plus forte progression de l'industrie aéronautique et spatiale. On estime que le marché devrait doubler au cours de la prochaine décennie pour atteindre 8,7 milliards de dollars, dont une partie non négligeable viendra du secteur civil. Pour 15.000 à 20.000 euros seulement -moins cher qu'un Hélicoptère -, un engin de 2 kilos, propulsé par 4 moteurs et 4 hélices, dont l'énergie est fournie par une batterie lithium-polymère et transportant une caméra orientable à distance permet la surveillance. Un drone fabriqué par la société Hélipse en Charente a été utilisé en 2011 pour mesurer la radioactivité et prendre des images vidéo au-dessus de la centrale nucléaire après la catastrophe de Fukushima.

Véritable arsenal saisi près de Belfort. 20 Kalachnikov, 9 fusils d'assaut M16 ou Zastava, 4 pistolets-mitrailleurs et 20 kilos de TNT... Saisie chez un « *collectionneur* », en réalité un trafiquant d'armes. Les armes démilitarisées étaient « *remises à niveau* », une fois opérationnelles, elles étaient revendues 2.000 euros au grand banditisme ou à des revendeurs de drogue de la région parisienne et du sud de la France. Selon le ministre de l'Intérieur, Manuel VALLS, le nombre d'armes saisies est passé 2.710 en 2010 à 3.910 en 2011.

37 milliards d'euros de redressement budgétaire en 2013. Annonce du ministre de l'Économie et des Finances, Pierre MOSCOVICI. Aux 30 milliards d'euros que cherchera le projet de budget 2013 présenté en conseil des ministres - 10 milliards sur les dépenses et 20 milliards en hausses d'impôts - s'ajouteront les 7 milliards déjà votés dans le budget rectificatif. Le gouvernement s'est engagé à ramener le déficit public de 4,5% du produit intérieur brut fin 2012 à 3% fin 2013. Il compte pour cela sur une croissance économique de 0,8% l'an prochain, une prévision supérieure à celles de nombreux économistes.

TVA et CSG ne seront jamais augmentées, pour réduire le déficit de l'État. Affirmation du Premier ministre, Jean-Marc AYRAULT. Il récuse d'autre part l'idée que la TVA puisse être relevée dans le cadre de la réforme du financement de la protection sociale prévue l'an prochain. « *Nous n'augmenterons jamais la TVA, ni la CSG pour combler les trous du budget de l'État* », déclare Jean-Marc AYRAULT qui ajoute : « *Il y a des discussions sur une fiscalité écologique, mais elle n'a pas encore été arbitrée.* »

L'économie française stagne. Selon l'Insee, c'était le cas pour les 3 derniers trimestres avec une croissance nulle. Le recul de la consommation des ménages durant l'été fragilise l'objectif de ramener le déficit public à 3% du PIB en 2013, inscrit dans le projet de loi de finances. Le ministre de l'Économie défend toutefois l'hypothèse de croissance retenue pour le budget, d'une hausse d'au moins 0,8% de l'activité possible, si l'Europe sort de la crise de l'euro et retrouve de la stabilité.

Dexia, va supprimer 312 postes sur les 1.100 qu'elle compte en France, dans le cadre de sa restructuration. « *Parallèlement, 235 postes seraient disponibles afin de favoriser le reclassement des salariés dont le poste serait supprimé* », précise le communiqué de la banque.

SANTÉ & SOCIÉTÉ

Le beaujolais nouveau sera rare... 2 semaines après le début des vendanges, qui doivent se poursuivre jusqu'à début octobre, les viticulteurs du Beaujolais estiment à 50% leurs pertes dues aux intempéries. « *De mémoire de viticulteur, c'est du jamais vu !* ». Le vignoble devrait produire à peine plus de 400.000 hectolitres, contre 852.512 hectolitres l'année dernière. Cette pénurie devrait mécaniquement entraîner une hausse des cours mais la qualité du millésime 2012 sera bonne.

Fin de la défiscalisation des heures sup' : des baisses de salaires en perspective. La suppression de la loi TEPA - qui permet la défiscalisation des heures supplémentaires - décidée par le gouvernement dans le cadre du PLFR et réclamée par les syndicats de salariés, va entraîner une baisse drastique des rémunérations nettes de l'ordre de 3 % pour 53 % des 3,5 millions de salariés inscrits sur les listes électorales syndicales.

« **Biens mal acquis** ». La Guinée équatoriale attaque la France devant la Cour internationale de Justice pour violation du principe de non-ingérence. Il revient à la France de se prononcer sur la compétence la Cour, qu'elle peut décliner. Le Quai d'Orsay ne s'est pas encore prononcé.

CONSEIL DES MINISTRES

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017 et le projet de loi de finances pour 2013. « *Pour 2013, les projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale prévoient un partage entre 10 Md€ d'économies réalisées sur la dépense de l'État, 10 Md€ d'impôts pesant essentiellement sur les plus grandes entreprises et 10 Md€ de contributions demandées aux ménages, principalement les plus aisés. Ces mesures seront complétées par les économies réalisées sur le champ de l'assurance-maladie, à hauteur de 2,5 Md€. 10 Md€, soit un tiers de l'effort, sont réalisés grâce à la maîtrise des dépenses de l'État, qui respectera strictement le niveau de la loi de finances initiale pour 2012, malgré un tendancier dynamique.* »

Projet de loi relatif à la retenue pour vérification du droit au séjour et modification du délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées. / **Projet de loi** présentant l'approbation de la convention avec les **Philippines** tendant à éviter les **doubles impositions** et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu.

Décret relatif au code de justice administratif.

Communication relative à la rentrée universitaire.

CULTURE, NOUVELLES TECHNOLOGIES & SPORTS

Tous victimes de la cybercriminalité ? Selon Une étude de la société Symantec, 556 millions de personnes ont été victimes de la cybercriminalité en 2011. Soit environ 1,5 million de personnes par jour. Il s'agit de toutes les attaques connues de type virus, malware, piratage, mais aussi le vol par internet, la fraude, et même les scams, ces arnaques dont la plus connue est celle venant du Nigeria. 10 millions de victimes en France.

CARNET – NOMINATIONS

Donatienne HISSARD-MAILLAIRD, représentante permanente adjointe de la France auprès de la FAO à Rome.

Denys WIBAUX devrait être nommé chef du service des affaires juridiques internes du Quai d'Orsay.

Philippe BERTOUX devient conseiller politique à la mission permanente de la France auprès de l'ONU.

Damien CRISTOFARI, conseiller (Moyen-Orient, Golfe, processus de paix israélo-palestinien) à la représentation permanente de la France auprès de l'UE.

Sébastien BIDAUD rejoint le consulat général de France à Jérusalem en qualité de conseiller politique.

Cyrille VAN EFFENTERRE devrait être nommé conseiller pour la science et la technologie à Londres.

Pascal LE DEUNFF, sous-directeur des échanges scientifiques et de la recherche à la direction des politiques de mobilité et d'attractivité du Quai d'Orsay.

Aurélié LAPIDUS va prendre les fonctions de chargée de mission auprès du secrétaire général des affaires européennes.

INFOS Hebdo, tous droits réservés.

Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87
r.delpicchia@senat.fr